

## Le lien transatlantique, la prospérité de la Belgique et la cohésion européenne : une synthèse

Audience de la Commission Relations extérieures de la Chambre des Représentants, le 25 septembre 2018  
Prof Dr Alexander Mattelaer, Institut Egmont et Institut d'études européennes de la VUB

Peu de relations bilatérales sont aussi importantes pour la Belgique que le lien transatlantique, celui-ci traduisant des intérêts économiques, militaires et géopolitiques essentiels. Cependant, d'importants changements sont en cours, aussi bien aux États-Unis qu'au sein du système international. Je suis reconnaissant aux membres de cette Commission pour l'opportunité de partager mon analyse de ce sujet. Je débiterai par un bref état des lieux de la politique et de la diplomatie américaines actuelles, avant d'explorer les raisons pour lesquelles la Belgique est concernée par les changements en cours. Je conclurai en proposant des réponses que la Belgique se doit d'apporter par le biais de sa propre politique étrangère et de sécurité. Mon postulat de base est que le lien transatlantique demeure d'une importance capitale pour la Belgique, mais que nous sommes appelés à réviser nos positions, aussi bien au sein de l'OTAN et de l'Union européenne qu'au niveau national, en fonction de l'évolution des tensions sur la scène internationale.

### Que se passe-t-il aux États-Unis ? Une révolte interne aux répercussions internationales

Au cours de l'année électorale 2016, un glissement de terrain politique s'est produit aux États-Unis. Donald Trump a d'abord battu les candidats de *l'establishment* au sein du parti républicain, avant de triompher de son opposante démocrate. La polarisation de la société américaine autour de questions économiques et culturelles constituait un terreau fertile au développement de ce que Walter Russel Mead appelait la « *Jacksonian revolt* ». <sup>1</sup> La classe moyenne précaire des régions les plus défavorisées du pays a exprimé son opposition à la globalisation de l'économie mondiale, à la dominance culturelle du cosmopolitisme, et à l'interventionnisme de l'appareil politico-militaire américain dans le reste du monde. Outre les défis nationaux qui en découlent, cette révolte interne a entraîné une rupture dans la politique étrangère américaine. Aussi bien vis-à-vis de la Chine et de la Russie que de ses alliés, les États-Unis ont changé de discours, celui-ci ayant désormais des accents davantage transactionnels, souvent protectionnistes, et bien moins respectueux du rôle des institutions internationales.

De toute évidence, l'expansion de la puissance politique, économique et militaire de la Chine constitue un défi central pour les États-Unis au 21<sup>e</sup> siècle. Graham Allison a déjà tiré la sonnette d'alarme en posant la question suivante : un conflit peut-il être évité si une puissance émergente surpasse une superpuissance établie, mettant ainsi en péril le statu quo ? <sup>2</sup> Tant sur le plan économique que militaire, les positions américaines se durcissent. Au Capitole, ces positions sont approuvées par les démocrates et les républicains de manière relativement large. Du point de vue américain, cette attitude défensive répond à un besoin stratégique de mettre un frein à la croissance économique et à l'expansion géopolitique de la Chine. Une compétition naissante fait déjà rage dans le domaine de l'innovation technologique (science des données, intelligence artificielle, robotique, etc.), et comporte également une importante dimension monétaire.

La Russie a, quant à elle, encouragé et félicité l'élection de Donald Trump. Il n'est donc pas surprenant que l'administration Trump soit plutôt accommodante envers Moscou. Ce changement de ton ne manque pas de faire grincer des dents des services de renseignement, qui s'inquiètent des répercussions d'une ingérence russe sur la démocratie américaine. Cette nouvelle approche pourrait potentiellement éviter l'émergence d'un axe autocratique Moscou-Pékin, mais elle suscite également beaucoup d'inquiétude du côté des alliés européens. L'administration américaine s'en sert pour assurer une répartition des charges plus équitable au sein de l'OTAN, question qui a longtemps été à l'ordre du jour du côté américain et sur laquelle démocrates et républicains s'accordent. Toutefois, la diplomatie américaine ne vise pas pour autant à démanteler ce système d'alliances, mais plutôt à le rendre davantage résistant à la concurrence stratégique, et peut-être même à une confrontation militaire entre les grandes puissances. La capacité militaire américaine n'étant pas illimitée, le message est clair : « *Europeans cannot expect Americans to care more about their security than they do.* » <sup>3</sup>

<sup>1</sup> W.R. Mead, '[The Jacksonian Revolt: American Populism and the Liberal Order](#)', *Foreign Affairs*, March/April 2017, pp. 2-7.

<sup>2</sup> G. Allison, *Destined for War: Can America and China Escape Thucydides Trap?* London: Scribe, 2017.

<sup>3</sup> A. Wess Mitchell, '[Anchoring the Western Alliance](#)', Washington DC: Heritage Foundation, 5 June 2018.

### Trois conséquences pour la Belgique : le commerce, la sécurité, et la géopolitique

En premier lieu, les États-Unis sont de loin notre partenaire commercial et d'investissement le plus important en dehors de l'UE. En termes de commerce de biens, les États-Unis sont notre 6<sup>e</sup> client et 4<sup>e</sup> fournisseur, représentant un volume d'exportations d'une valeur de 18,4 milliards d'euros.<sup>4</sup> Les biens principalement concernés sont les produits chimiques, pharmaceutiques, et les machines et appareils industriels. En termes de services, les États-Unis atteignent la 3<sup>e</sup> et la 5<sup>e</sup> place, représentant près de 10,3 milliards d'euros d'exportations. La relation est également cruciale pour les investissements, les États-Unis étant la principale source d'investissements étrangers en Belgique, aussi bien en termes de quantité de projets que de création d'emploi.<sup>5</sup> À l'inverse, nous sommes le 10<sup>e</sup> investisseur étranger dans l'économie américaine.<sup>6</sup> Par conséquent, une rupture de cette relation étroite aurait des effets néfastes sur la prospérité et l'emploi en Belgique.

En deuxième lieu, la coopération dans les domaines du renseignement, de la sécurité et de la défense est particulièrement étroite. Cette coopération n'est pas nouvelle – ses racines remontant aux deux guerres mondiales – mais s'est considérablement approfondie ces dernières années dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Notre sécurité nationale est si étroitement liée aux États-Unis qu'il serait considérablement plus difficile de fonctionner sans le soutien de ceux-ci. De nombreux exemples peuvent être cités pour illustrer cette dynamique, depuis l'opération *Dragon Rouge* en 1964 à l'engagement en Libye en 2011, sans compter le déploiement militaire *'Homeland'* au cours des dernières années. Les États-Unis se sont toujours montrés volontaires pour soutenir la Belgique en lui fournissant matériel et renseignement lorsque ceux-ci venaient à manquer. Pour reprendre les mots du président Obama du 26 mars 2016 : « *Belgium is a close friend and ally of the United States. And when it comes to our friends, America has their back.* »<sup>7</sup>

Enfin, les États-Unis sont un maillon essentiel de la construction euro-atlantique. Après tout, le processus d'intégration européenne peut en partie être qualifié d'invention américaine, dans la mesure où la présence américaine dans les affaires européennes neutralisaient la compétition entre les grandes puissances de notre continent. À ce titre, l'OTAN constitue la fondation sécuritaire sur laquelle repose l'intégration économique et politique des pays européens. La question qui se pose est alors de savoir si une présence réduite des États-Unis favoriserait la cohésion européenne ou au contraire l'affaiblirait davantage, d'autant plus que l'Allemagne s'impose de plus en plus comme leader au sein de l'UE. Nous voyons déjà les réactions des jeunes démocraties d'Europe centrale suite au désengagement progressif des États-Unis dans la défense des valeurs démocratiques sur le continent. Dans ce contexte, l'engagement belge au sein de l'OTAN ne joue pas uniquement un rôle dans la défense du continent européen, mais également dans sa pacification à long-terme.

### Quelles réponses politiques apporter pour contribuer à un nouvel équilibre transatlantique ?

Sur de nombreuses questions de nature politique actuelles, telles que les différends commerciaux, l'accord sur le climat, le dossier iranien, ou encore les dépenses en matière de défense, les opinions divergent. Comment parvenir à un nouvel équilibre entre les intérêts de la Belgique, de l'UE et des États-Unis ?

1. Sur les questions commerciales, la Commission européenne doit se porter garante de la défense des intérêts collectifs, mais les États-membres doivent pouvoir assurer la relève. Pour la Belgique, cela pose un défi de coordination entre les régions. En outre, notre ambassade à Washington reste un outil essentiel pour négocier des dérogations sur les taux de taxation concernant nos exportations.
2. Sur les questions de sécurité, nous sommes dos au mur. Incontestablement, il est dans notre intérêt de renforcer notre appareil de défense et de renseignement, en étroite coopération avec les États-Unis. Compte tenu de notre manque de préparation actuel face à l'éventualité d'un conflit, ce point pourrait bien s'avérer être un effort sur le long-terme.
3. Enfin, nous devons rester attentifs à la situation incertaine dans laquelle se trouve la construction européenne. Les défis nationaux auxquels les États-Unis sont confrontés aujourd'hui se retrouvent également au sein de la politique européenne. De plus, les perspectives de nos partenaires et de nos pays voisins divergent par rapport à la dégradation de l'alliance transatlantique. Par conséquent, tenter de maintenir le lien avec les États-Unis est peut-être notre plus grand intérêt.

<sup>4</sup> Agentschap voor Buitenlandse Handel, '[Les relations commerciales de la Belgique avec les Etats-Unis](#)', Brussel, 2018.

<sup>5</sup> EY, '[Closing the gap: Barometer van de Belgische Attractiviteit](#)', 2018, p. 25.

<sup>6</sup> US Department of Commerce (Bureau of Economic Analysis), '[Foreign Direct Investment in the United States](#)', 2017.

<sup>7</sup> President Obama, '[Weekly Address: Defeating ISIL](#)', The White House, 26 March 2016.